

na

BI-MENSUEL
ROYALISTE

DU 16 JUIN
AU 29 JUIN 1976
6E ANNÉE

*l'avenir de l'édition
pages 6 et 7*

DIRECTEUR
POLITIQUE
B. RENOUVIN

NOUVELLE ACTION FRANCAISE

n° 228 3 F

l'américain



repères

Les pages centrales de ce numéro sont consacrées aux problèmes de l'édition. Alain Moreau et Gérard Guégan exposent, pour nos lecteurs, les craintes (mais aussi les espoirs) que peut faire naître l'évolution de l'industrie du livre. Par-delà la bataille de l'édition ce qui est en jeu c'est la liberté de la pensée et de la création intellectuelle, le droit de s'interroger sur le mystère de la naissance, de la vie et de la mort. Cette interrogation a été au centre de la pensée d'Heidegger qui vient de mourir récemment (chronique *Idées* de Gérard Leclerc).

Ces préoccupations ne nous font pas oublier pour autant le souci immédiat de l'avenir de la communauté française. Une communauté dont l'indépendance est menacée par le virage atlantiste pris officiellement dans notre politique de défense nationale (*éditorial*).

Une communauté par ailleurs menacée de dislocation par les excès mêmes du jacobinisme républicain (notre rubrique *Lire*), communauté qui s'interroge sur la justice et la rationalité de l'Etat : c'est ce qu'analyse H. Dassonville à propos du débat parlementaire sur l'imposition des plus-values.

Une communauté enfin remuée par les luttes sociales (l'article de J.M. Bertrand sur le congrès de la C.F.D.T.) et qui ne sait pas sur quel projet de société déboucher.

Et ce n'est pas la grande messe communiste concélébrée le 3 juin par MM. Marchais et Berlinguer qui pourra répondre à ces interrogations (*Nation Française*).

Ne convient-il pas, au contraire, que les Français actifs méditent sur l'aventure des royalistes de ce début du siècle (l'article de Philippe Vimeux) pour retrouver les voies de salut public ?



Edité par S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs,
Paris (1er)
Téléphone : 742-21-93
Abonnement trois mois : 20 F
Abonnement six mois : 40 F
Abonnement un an : 70 F
Abonnement de soutien : 120 F
C.C.P. N.A.F. Paris 193.14 Z
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Les illustrations et photos illustrant ce numéro ont été fournies par le groupe audio-visuel et sont la propriété de la NAF.

Imprimé en France

la presse au crible

marx et coca-cola

Même les pays organisés selon les principes de Marx (?), au lieu de conquérir le monde, se laissent transformer par lui. Sans autre modèle qu'une planification bureaucratique, l'Union soviétique et les démocraties populaires se laissent gagner par la civilisation des tours et du Coca Cola. C'est ce que raconte au MONDE Thomas Schreiber dans une « Lettre de Budapest » : vingt ans après l'insurrection de novembre, Budapestois et Budapestoises portent des « blues jeans » et assistent à la construction du futur hôtel « Hilton ». Et puis, près de l'Opéra, une foule de curieux entoure les derniers modèles de voitures soviétiques, tchécoslovaques et est-allemands exposés dans une vitrine de l'avenue de la République populaire. Les dates de livraison des Moskwitch, Skoda et autres Trabant s'échelonnent jusqu'en 1981, mais le prix d'achat — qui représente plusieurs années de salaire d'un ouvrier — doit être versé dès la commande. Et pourtant, il y a toujours des amateurs. Tous les Hongrois continuent de rêver de voitures. « Femme divorcée, quarante-quatre ans, bien conservée, cultivée, gaie, cherche l'homme idéal n'ayant aucune passion nuisible. Elle possède un petit appartement tout confort au centre de Budapest. Priorité sera accordée aux candidats propriétaires de voiture ». Cette petite annonce parue dans le quotidien « Magyar Nemzet », organe du Front populaire patriotique, n'est pas la seule du genre.

que faire ?

Mêmes villes, mêmes plaisirs, mêmes désirs, à l'Est comme à l'Ouest. On comprend que notre Parti communiste ne sache plus très bien où donner de la tête. S'il célèbre les bienfaits du marxisme, on lui rappelle le Budapest de 1956 et on lui montre celui d'aujourd'hui. Et s'il s'habille de probité candide et de démocratisme bourgeois, les vieux de la vieille quittent le Parti. Oui, vraiment, comme

le dit POLITIQUE HEBDO, « ça branle dans le manche » place du Colonel-Fabien : à Tours, les militants de la vieille école ont traîné les pieds pour badigeonner les murs en vert. Réaction locale d'une fédération sclérosée ? Mais à Paris, la dynamique équipe d'Henri Malberg (« il se passe toujours quelque chose à la fédé de Paris ») vient d'essuyer un échec sérieux : la grande « fête du peuple de Paris » a réuni à peine la moitié de l'affluence escomptée. L'HUMANITE, d'ailleurs, en a rendu compte avec une discrétion inhabituelle.

hémorragie permanente

Plus généralement, sur l'ensemble de l'hexagone, la tendance n'est pas à l'euphorie. La campagne de recrutement marque le pas et il faudra sûrement en rabattre par rapport à l'ambitieux objectif fixé par le XXII^e congrès : 100.000 adhérents de plus à la fin de cette année. Paul Laurent, promu secrétaire à l'organisation en mars, s'est montré particulièrement ferme devant les secrétaires fédéraux, réunis il y a quelque temps. « La progression est encore faible », a constaté le numéro 2 du Parti, « les résultats analysés en fonction de notre ambition politique nous amènent à parler de retard ». La question des départs, particulièrement préoccupante pour la direction du PCF, a été abordée au cours de cette réunion. Le taux de rotation des militants et même d'une partie de l'appareil est en effet exceptionnellement rapide.

Pour remédier à cette hémorragie permanente qui annihile de fait tout espoir de développement, Paul Laurent a invité les secrétaires fédéraux à se pencher sur cette « préoccupation majeure » : « chaque camarade provisoirement privé de sa carte est une partie de notre énergie stérilisée » a-t-il souligné. Surtout, lorsque ce provisoire devient définitif, comme c'est généralement le cas.

Et les socialistes de se réjouir : ils sont maintenant en mesure de plumer la volaille communiste. Agréable revanche, mais pour quelle victoire ?

Jacques BLANGY.

après le congrès c.f.d.t.

l'autonomie engagée

Le 37^e congrès de la C.F.D.T. ne manquera pas de provoquer des réactions passionnées et contradictoires tant cette Confédération reste énigmatique à bien des égards.

D'ailleurs, la N.A.F. Journal avait déjà analysé (1) l'évolution de la Centrale de la rue Montholon et marqué les limites du projet autogestionnaire.

La C.F.D.T. d'aujourd'hui reste fidèle à son image de marque contestataire sans pour autant s'imposer une ligne d'action admise unanimement.

Les militants s'interrogent sur la question des moyens à employer pour réaliser les conditions du socialisme autogestionnaire en cas de victoire électorale de la Gauche en 1978.

Deux tendances s'affrontent sur ce thème. La première, animée par les minoritaires (20 % des mandats environ) regroupe 6 Fédérations (2) qui ont tenu à mettre les points sur les i, et déclarent avec Pierre Heritier (3) au sujet des nationalisations :

« Nationaliser les grandes sociétés capitalistes, c'est s'attaquer aux fondements économiques de la fraction dominante de la bourgeoisie. Or, il est essentiel que nous le disions parce qu'un gouvernement de gauche, quel qu'il soit, hésitera toujours à prendre des mesures qui aiguïseront la lutte des classes et mèneront fatalement nos adversaires à réagir ouvertement, peut-être même brutalement. Il est absolument indispensable qu'une pression puissante, issue d'une importante mobilisation populaire s'exerce sur ce gouvernement ».

Ces prises de positions fédérales ont amené Edmond Maire à réagir vivement au cours de ce congrès contre ceux qui veulent un syndicat d'agitation dont ils (les minoritaires et les gauchistes) tenteront de prendre les leviers de commande. « Certains font la politique du coucou et viennent mettre leurs œufs dans notre nid. Mais nous sommes allergiques à toute atteinte à l'indépendance syndicale au sectarisme et à tout ce qui peut porter atteinte à la démocratie syndicale. »

En tout état de cause, la cohésion de la Centrale semble menacée à brève ou longue échéance. 1978 en donnera-t-elle la démonstra-

tion ?... Le Point capital de ce congrès fut la recherche de « l'identité ». Mais il laisse un certain nombre de questions en suspens auxquelles les royalistes se doi-

vent de répondre. En effet, notre souci de se situer en dehors des clivages politiques traditionnels, s'allie difficilement à l'attitude des cédétistes de plus en plus impliqués et préoccupés par le jeu partisan de la gauche.

Néanmoins, la C.F.D.T. nous a habitués à des attitudes courageu-

ses et sans compromission aucune. Mais en a-t-elle encore la volonté ?

Jean-Michel BERTRAND.

- (1) N.A.F. n° 111 du 13 juin 1973.
(2) Banque, Construction-Bois, Hachette, P.T.T., Santé Union Régionale Rhône-Alpes.
(3) Membre du Bureau National.



le débat des plus-values

la justice fiscale

Le projet de taxation des plus-values a suscité dans l'opinion un débat d'idées somme toute assez pauvre et surtout dominé par la passion.

Personne n'a véritablement saisi l'occasion d'élever la controverse et de développer une argumentation cohérente sur la profonde signification politique de l'impôt.

Doit-on s'en étonner ou, au contraire, relever tout à la fois, l'incohérence d'un projet inconsistent et mal présenté, la démesure de réactions trop souvent partisans ou faussement démagogiques, la dérision d'un pouvoir incapable de mener à bien un projet politique ?

Faut-il d'autre part s'attacher - après tant d'autres - à essayer d'analyser un texte tellement remanié et amendé à l'extrême qu'il apparaît comme vidé de sa substance ? Cherchons plutôt à nous interroger sur l'essentiel, c'est-à-dire la légitimité de l'action fiscale globale de l'Etat.

Reconnaissons, en premier lieu, que « lever l'impôt », comme « battre monnaie », sont les deux modes essentiels de l'intervention de l'Etat dans le domaine économique.

En tant que tel, l'impôt exprime alors l'allégeance des citoyens à l'Etat comme leur contribution aux charges de la collectivité. Il fournit l'essentiel des ressources de l'Etat et lui donne les moyens de sa politique. La notion de « système fiscal », de « fiscalité » inter-

venant à un stade ultérieur, celui d'une politique à deux faces : celle de la levée de l'impôt, celle de la redistribution des ressources qu'il procure. Ainsi n'existe-t-il pas de politique fiscale intemporelle puisqu'elle s'analyse toujours comme une action volontaire de l'Etat, une réponse de la puissance publique aux nécessités économiques présentes. Ainsi la notion de justice fiscale n'est-elle pas aisée à saisir dans l'absolu.

Tentons-en cependant une première approche. La levée de l'impôt doit d'abord faire référence à des données claires, comprises par tous, et se traduire par une action s'apparentant à celle du vote. Le premier problème n'est donc pas de savoir sur quoi est assis l'impôt, le capital ou le revenu — celui du travail comme les autres — mais plutôt si l'on veut faire de l'impôt, de son versement, un acte de citoyenneté ou le rendre toujours plus discret, toujours plus indolore. A ce stade, l'impôt direct (1) apparaît indéniablement plus « juste » que l'impôt indirect (ou que le prélèvement par l'inflation) de même le versement unique, massif même, apparaît-il plus « signifiant » que l'émission mensuelle, la retenue à la source ou l'inclusion dans le prix d'achat du produit.

La levée de l'impôt c'est également la première face de l'intervention économique de l'Etat qui se développera pleinement au moment de la redistribution de cet impôt. L'éventail des possibilités est alors très large qui fera du dégrèvement modulé de l'impôt l'idée directrice de toute politique fiscale volontariste assurant un souci de justice et d'incitation économique.

Sans doute dans l'histoire des sociétés développées l'impôt apparaît souvent comme le lieu de confrontation des volontés indépendantes des différents groupes sociaux et — sans vouloir réduire l'histoire d'une nation à celle de ses impôts — on constate aisément que les grands bouleversements sociaux sont fréquemment soutenus par des conflits d'origine fiscale.

Alors apparaît la nécessité de l'indépendance de l'Etat par rapport aux différents groupes sociaux, indépendance qui s'apparente à celle de la Justice dont il a assumé le souci.

La triste illustration que nous a fournie le débat sur les plus-values (et le refus de débat sur l'impôt sur le capital) nous donne une raison supplémentaire de rechercher cette indépendance.

Henri DASSONVILLE.

(1) Le lecteur pourra se reporter aux « données » de la Lettre de la N.A.F. n° 220 « Impôt indolore et justice fiscale ».

avec
berlinguer
et marchais

à la villette...

C'était décidé, j'avais voir Marchais et Berlinguer à la Villette. Depuis quelques semaines, les murs de Paris m'y invitaient avec la boïlle des deux bonshommes en couleur. Bel effort du Parti, du côté affichage. Le Marx rigolard qui fait la retape pour la fête des jeunes communistes mériterait un premier prix d'humour (noir?). Marx qui rit, il faut tout de même le faire. C'est drôle, il y a des gens comme cela, dont on a du mal à imaginer qu'ils aient pu rire ou sourire. A quand, Marx qui pleure? Est-il permis de pleurer sur l'histoire? Ce n'est pas de l'amusette. Si les communistes s'avisent de pleurer sur leur passé, leur sourire passerait mieux. Trêve de digression. Aller à la Villette, c'était prendre un petit-air de parti new-look, flairer ici ou là ce que devient le petit monde de Georges Marchais.

LE PEUPLE COMMUNISTE

Bien sûr, je suis arrivé en retard et j'ai loupé Berlinguer. Accueilli par des militants dès la sortie du métro : « C'est Marchais qui parle ». Sous entendu, dépêchez-vous vous n'avez pas tout perdu. Je me

presse, et voilà l'immense nef (la cathédrale profane, dira l'Huma). La halle de la Villette, c'est une sorte de toiture gigantesque, amarrée par des centaines de poteaux d'acier. Il n'y a pas de murs. Heureusement, ce sera intenable. Je m'avance, le premier tiers de l'espace est loin d'être bourré, on y évolue à l'aise. Des groupes de militants discutent, en jetant un œil distrait sur Marchais qui apparaît sur un immense écran à l'autre bout. Au fur et à mesure que je progresse la foule devient plus dense. Il y a vraiment beaucoup de monde. Evidemment pas les 100.000 officiels. Certainement 30.000. C'est déjà pas mal. Il n'y a que le P.C. pour réussir ce score. Les gens sont plus attentifs. On s'esclaffe, on siffle, on applaudit. Vais-je arriver jusqu'à la tribune? J'ai envie de voir de près le gratin, qui lui, est assis là-bas, en position surélevée, face au public, dans un cadre de tentures tricolores françaises et italiennes. Ici on bâtit un socialisme aux couleurs de la France. Marchais, tout à l'heure, en reprenant le mot sera vigoureusement approuvé. Il y a énormément

de jeunes, les militants de la J.C. qui préparent leur fête, et puis tous les autres. A entendre les réflexions, les réactions, il n'y a pas de doute, le peuple communiste reste le peuple ouvrier. Marchais : « au gouvernement, il y a un prince, un comte, mais il n'y a pas un seul travailleur ! ». L'immense foule vibre, on applaudit de toutes ses forces. A certains moments, je me retiens moi-même de me joindre aux applaudissements : l'orateur stigmatise le renversement de la politique giscardienne, lance son appel à l'union du peuple de France. Si on te voyait ! Certains seraient si contents, même là-bas dans la cour réservée aux confrères de la presse, où je reconnais des silhouettes.

L'APPAREIL

Pour arriver à la tribune, il me faut amorcer un vaste mouvement tournant, longer la Halle. Je suis un des rares à ne pas porter le badge de la soirée « P.C.F.-P.C.I. » ; je continue à cotoyer des groupes de jeunes. Les jeunes communistes ressemblent à tous les jeunes : mêmes cheveux longs, mêmes jeans. Je songe aux fêtes royalistes auxquelles j'ai été ces temps-ci et je ne me trouve pas dépaycé. La tribune est contournée, je me trouve derrière les journalistes. D'ici, on reconnaît les têtes. Pourquoi celle de Kanapa me frappe-t-elle d'abord? Kanapa, c'est le passé stalinien, la stupidité stalinienne, mais c'est aussi le présent. Cela a de quoi vous choquer. Voilà le crâne de « Krasu », la crinière de Roland Leroy. Et puis Fajon. Tiens, Aragon serait-il là? Je ne parviendrai pas à le savoir. Comme toujours, au Parti, la hiérarchie est respectée. Le bureau politique est au premier rang, derrière se retrouvent les membres du comité central, les parlementaires, les dirigeants des J.C., etc... On peut méditer sur l'appareil communiste. Tous ces gens forment une société fermée, où l'avancement se fait par cooptation. On pressent tout un monde de secrets, de manœuvres. Sans doute y-a-t-il des clans, des gens qui se jalourent et se détestent. Et puis les lois de fonctionnement de la bureaucratie doivent jouer à fond. Ce qui fait la lourdeur du parti fait aussi sa force.

Il semble bien que la foule des militants et des sympathisants se reconnaissent dans ses chefs. Marchais, c'est le parti, on le suit, on approuve la juste analyse du XXII^e congrès. Deux thèmes incontestablement sont privilégiés et trouvent un écho direct dans le cœur des militants : le thème ouvrier et le thème tricolore. Le parti communiste est le parti de la classe ouvrière, il a un droit moral de participer au pouvoir. On le ressent comme cela. La classe ouvrière se bat pour l'indépendance et — précise Marchais — pour la grandeur de la France.

LE MODELE ITALIEN

Marchais parlera longtemps, plus d'une heure. Il sera écouté patiemment, comme Berlinguer qui a été aussi long. Tout revient dans ces discours fleuves, tous les slogans, tous les dadass. Mais il y a surtout le changement. Le changement de la société, celui du parti. Marchais : « Comment pourrions-nous ignorer que tant de chrétiens aspirent, comme nous, à un monde juste et fraternel ». Applaudissements. Ce n'est pas encore l'enthousiasme. Visiblement, on n'est pas hostile, mais le mot d'ordre n'est pas encore passé. Il faudra quelques mois.

L'opération n'est pas facile. Comment faire croire que le P.C. est pour la liberté, pour toutes les libertés? Le XXII^e congrès s'est lancé dans l'aggiornamento. Après les Italiens. Précisément, le P.C.I. est un modèle. Berlinguer avant Marchais, a ouvert une voie nouvelle avec audace. Le rapprochement des deux partis est une preuve de la mutation. Berlinguer, justement, ne veut pas entendre parler de « modèle ». Chaque peuple doit inventer son propre modèle.

Qu'il y ait changement, il faut être bouché, pour ne pas le voir. Mais la signification de ce changement? En attendant voici les deux hymnes nationaux, les deux secrétaires généraux au garde-à-vous. Enfin éclate l'Internationale. Il y a des poings levés dans la salle. Pas à la tribune. C'est la fin. Chacun repart gonflé. Le parti a réussi sa manifestation. Tandis que je vais vers le métro, les militants vendent déjà l'*Humanité* du lendemain, avec les premières photos de la soirée. Historique ! tel est le titre énoïme.

J.B.





par
gérard
leclerc

martin heidegger

C'est avec infiniment de scrupules que j'évoque ici, quelques aspects de la pensée de Martin Heidegger. J'ai fort peu de qualités pour pratiquer les chemins du grand philosophe, abordés fort tard et dont l'exploration, nécessaire pour une vraie compréhension, réclamera de longues années. Mes premiers maîtres en philosophie, lorsqu'ils ne le dédaignent pas, n'évoquaient que fort peu le vieil homme de la Forêt Noire, salué de très loin pour son retour à l'ontologie. L'un d'eux, après un exposé fort succinct, finissait par conclure : « nous nous demandons si les thèmes fondamentaux de cette obscure philosophie ne se réduisent pas à quelques tautologies élémentaires. Par exemple : l'homme seul existe (humainement), une perspective humaine dessine un monde (humain), l'homme est le lieu où l'Etre se dévoile (à l'homme). A quoi nous n'avons rien à objecter ». Voilà qui n'était pas pour encourager à la lecture d'un auteur « germanique » (mes préjugés maurrassiens...) Et puis, ne disait-on pas que Sartre nous donnait un écho fidèle de l'être et le temps ? Un auteur aussi sérieux que Jacques Maritain assurait que la formule l'existence précède l'essence était bien de Heidegger.

CONTRE SARTRE

Des années plus tard, je lirai sous la plume de Heidegger lui-même (dans la lettre sur l'Humanisme adressée à Jean Beaufret) une très

nette mise au point à ce sujet. Il était patent que Maritain n'avait rien lu de l'auteur qu'il traitait aussi cavalièrement. La moindre approche de sa pensée montrait comment de Sartre à Heidegger considérable était la différence. Dans son étude sur l'inquiétude humaine, Gabriel Marcel en fait la preuve à partir d'un thème commun aux deux auteurs, l'angoisse. Chez Heidegger, très attentif à Nietzsche, l'idée de la finitude, de l'abandon auquel nous sommes livrés dans un monde où nous apparaissions comme littéralement jetés, cette idée-là est centrale, nous renvoie au vertige de Kierkegaard, peut-être même à Pascal. Mais chez Sartre ? Chez Sartre, l'angoisse prend une tonalité tout à fait autre, si l'on pense que nous débouchons, en définitive, sur une morale de la désinvolture. Le tragique est absent, même et surtout dans le théâtre sartrien. Dès lors que l'homme se définit comme pur projet, conscient, nulle énigme, nulle question n'intervient au cœur d'une existence transparente à elle-même. Quelle opposition avec Heidegger chez qui l'existence est précisément la grande question, l'ouverture, l'extatique par qui l'homme est berger de l'Etre !

Sur cette question de l'Etre, je me garderai bien ici d'interroger la pensée d'un philosophe qui a la splendide audace de tout remettre en cause pour revenir à l'origine de la métaphysique occidentale, celle-là même dont le destin est présenté comme l'oubli de l'Etre. Je dirai plutôt d'un mot mon impression première lorsqu'il me fut donné de lire enfin ces textes difficiles, mais dont la difficulté m'était plutôt un encouragement qu'un obstacle, comme pour toute grande entreprise, toute aventure sérieuse. C'était la fraîcheur du ressourcement (mot cher à Péguy avant d'avoir été galvaudé par une armée de trafiquants), à tel point que mes années passées me semblaient avoir été vouées à un rationalisme quelque peu desséché. Ce long recueillement de la pensée, cette pieuse attention à la parole « en son aube première », cette affinité reconnue entre le penseur et le poète !

QUELQUE CHOSE DE BARRESIEN

Le rapprochement paraîtra peut-être ridicule. Mais je trouvais chez Heidegger quelque chose de barrésien. La petite musique, non pas lorraine, mais du pays de Bade ? Quelques adversaires ont même parlé à son propos de conservatisme agraire, d'idéologie rurale, campagnarde. Impossible de nier son enracinement à la terre natale, sa piété pour le dialecte d'origine. Dans son éloge de Hebel, Heidegger cite ce mot du poète : « qu'il nous plaise ou non de l'avouer, nous sommes des plantes qui ont besoin de racines pour sortir de terre afin de pouvoir fleurir dans l'éther et porter des fruits ». Et de commenter en montrant que la terre représente le monde sensible, le ciel l'intelligence, l'esprit. Mais la langue est la voie qui relie la profondeur du pur sensible à l'altitude de l'esprit le plus hardi... La langue maintient ouvert le domaine où l'homme, sur terre et sous le ciel, habite la maison du monde. Ainsi de la maison et de la terre familiales, la parole atteint la maison du monde. L'enracinement est voie d'accès à l'universel.

L'humilité, c'est-à-dire le retour à l'humus, l'attention à nos conditions d'origine, l'écoute du langage qui est recueil, est la vertu fondamentale du penseur et du poète. Dans cette mesure, qu'est-ce qu'être homme ? Etre homme veut dire : être sur terre comme mortel, c'est-à-dire : habiter. Maintenant, le vieux mot bauen, qui nous dit que l'homme est pour autant qu'il habite, ce mot bauen, toutefois, signifie aussi : enclore et soigner, notamment cultiver un champ, cultiver la vigne.

Certains opposeront ce qu'ils nomment une pensée régionale à une pensée de l'universel. Mais il y a là une pure imposture et un double péril. L'imposture réside dans l'essai d'abolir les particularités concrètes et irréductibles dans une essence universelle de l'homme, tandis que celle-ci n'existe que portée et véhiculée par celle-là. Les périls : le premier consiste à tirer l'universel vers le bas et l'identifier à sa plus pauvre détermination. L'Homme devient l'homme quelconque. Le second péril consiste à donner à une particularité concrète un statut universel. Et l'Allemagne devient toute l'humanité. Il ne semble pas qu'Heidegger soit tombé dans ces travers. Certes un Cassirer a pu lui reprocher d'abandonner en morale la problématique kantienne, mais précisément celle-ci se fonde sur l'oubli des situations concrètes à partir desquelles l'existence trace ses chemins. Un marxiste comme Jean-Pierre Cotten discerne l'erreur dans le passage à une pensée a-scientifique, une sorte d'irrationalisme mystique. Il s'agirait de savoir si l'erreur n'est pas du côté du rationalisme et si la tentative heideggerienne en restituant l'homme à sa transcendance ne fournit pas le meilleur garde-fou contre les totalitarismes.

SIGNIFICATION D'UN FAUX PAS

Pourtant, les adversaires ont un argument et de taille contre Heidegger : l'adhésion au parti national-socialiste qui correspond au rectorat de l'Université de Fribourg exercé de mai 1933 à février 1934. Pour le détail de l'affaire se reportera au livre de Jean-Michel Palmier (1) qui fait justice d'un certain nombre de calomnies, donne un compte-rendu exact des faits et leur apporte le meilleur éclairage convenable. Heidegger est revenu très vite de son erreur. Mais elle avait été commise. Il y a l'explication simple, courante : l'état de dénuement où se trouve l'Allemagne et l'espoir d'en sortir. Pour cela le philosophe se mobilise, entend que l'université « s'autoaffirme ». Le service du savoir doit aller de pair avec le service du travail et celui des armes, c'est le sens du discours de rentrée du nouveau recteur, mais Heidegger va plus loin encore : la signification de l'événement s'inscrit dans le cadre grandiose de sa pensée, sa méditation sur le destin de la métaphysique occidentale qui débouche sur le règne de la technique planétaire, la mobilisation générale. Dans un cours de 1936, publié en 1952, on trouve cette phrase maintenue volontairement : « ce qui est mis sur le marché aujourd'hui comme philosophie du national socialisme, et qui n'a rien à voir avec la vérité interne et la grandeur de ce mouvement ». Cette vérité et cette grandeur, c'est la rencontre entre la technique planétaire et l'homme moderne. Heidegger s'était donc trompé sur le compte des nazis. Mais sur l'interprétation du destin historique, il conservait la même position, celle qu'il avait trouvée dans *der Arbeiter* (« le Travailleur ») de Junger et qui rejoignait ses intuitions.

Impossible de juger ici cette interprétation, qui a sa grandeur et sa vérité. Rien ne sonne plus juste que les analyses sur Nietzsche et l'accomplissement des temps modernes avec le nihilisme et l'avènement de la volonté de puissance. Mais ce qui est en cause, c'est bien la question de l'Etre, de son oubli. Et donc l'ensemble de la pensée de Heidegger. Dirons-nous à ce propos qu'il nous semble que le christianisme est absent de la métaphysique venue de Platon (le Moyen Age n'y ajoute rien) mais tout autant dans la pensée de Heidegger ? Et pourtant la révélation du verbe caché depuis les origines n'est elle pas la seule lumière pour sortir de notre temps de détresse ?

Gérard LECLERC

(1) Les écrits politiques de Heidegger, par Jean-Michel Palmier - Editions de l'Herne.

éditeurs, mais libre

gérard guégan : des



créateurs !

N.A.F. : Les éditions du Sagittaire que vous dirigez sont de création récente. Quels problèmes avez-vous eu à affronter lors de leur fondation ?

Gérard GUEGAN : En fait le Sagittaire a été fondée en 1923 par Simon Kra puis reprise et animée par Léon-Pierre Quint et Philippe Soupault, un surréaliste. Un fond considérable d'auteurs a été alors créé : tous les surréalistes mais également, sous l'impulsion de Quint, aussi bien des auteurs comme Joseph Kelle, Marcel Aymé ou Giono que William Saroyan, Fitzgerald et plus tard, après la guerre, Claude Simon ou Adamov. Puis Léon Pierre-Quint, vieilli et souffrant, a passé la main à des éditeurs qui n'ont pas exploité le fond.

Or, après 1968, Alain Le Saux et moi avons fondé les éditions « **Champ libre** ». Mais en novembre 1974 nos bailleurs de fonds ont demandé d'un seul coup le droit de veto. Nous avons refusé et sommes partis. On nous a fait alors plusieurs propositions, ce qui prouve que les capitalistes sont moins solidaires qu'on ne croit. On nous a notamment offert de reprendre le fond du Sagittaire. Nous avons accepté car nous avons obtenu d'être jugé uniquement sur les résultats financiers de l'année. Nous étions donc totalement libres quant au choix de nos publications.

Nous avons pu ainsi sortir vingt titres la première année et vingt-deux la seconde. Nous sommes diffusés par le Grac, groupement d'intérêts comprenant Grasset, Fayard, Le Chêne et nous. Cela nous permet de résoudre le problème de la distribution sur lequel achoppent tant de petites maisons. Je sais exactement, chaque jour, par la feuille d'ordinateur l'état des ventes et des stocks, ce qui permet de faire un minimum de prévisions.

N.A.F. : Le fait que vous soyez diffusés par un réseau en partie contrôlé par Grasset et Fayard, filiales d'Hachette, ne vous inspire-t-il pas quelques craintes quant à votre indépendance ?

G.G. : Non. S'il y a un problème, il est commun à tous : il réside dans le fait qu'un diffuseur vous prend 53 à 55 % du prix de vente. Pour échapper à cela, la solution idéale est celle du Seuil : l'éditeur qui est son propre diffuseur. Mais c'est très difficile à réaliser. Même Lindon avec les Editions de Minuit n'y est pas arrivé faute d'un chiffre d'affaire suffisant. Il est certain que nombre d'éditeurs qui n'ont pas leur réseau de distribution font le calcul suivant : « 53-55 % au diffuseur auxquels s'ajoutent les droits d'auteur (10 à 14 %), il reste donc environ 35 % pour payer l'imprimeur, le papier et faire marcher la maison. Je fais donc de la grosse artillerie qui se vendra facilement et renonce à éditer tel auteur d'accès difficile ».

Nous, nous faisons un calcul différent : nous avons une politique de qualité du livre et nous pensons que nos livres peuvent trouver un public. Prenons l'exemple de Stangerup : il a un nom difficile à prononcer, c'est un auteur danois inconnu de tous... Ajoutez à cela que le Français lit peu d'écrivains étrangers. Nous savions donc qu'on le vendrait assez peu. Mais nous étions persuadés qu'il rencontrerait malgré tout un certain public. Et effectivement le tirage de 4 500 exemplaires a été presque écoulé en entier sur moins d'un an. Le tout est de calculer en fonction du tirage et d'adapter le prix aux ventes prévues. C'est cela l'indépendance intellectuelle. Trop d'éditeurs ne prennent pas les moyens de cette indépendance et se laissent fasciner et diriger par des technocrates. Il est vrai que nous sommes tous tributaires d'une structure économique. Mais il est toujours possible de trouver le créneau à l'intérieur duquel l'indépendance sera préservée. Le capitalisme, même sous les couleurs de la gauche, a encore de beaux jours à vivre. Mais l'édition reste malgré tout l'affaire d'individus qui peuvent imposer leur volonté pour peu qu'ils en aient le courage. Encore faut-il ne pas abdiquer devant les technocraties de style co-

mité de lecture, verbeuses et inefficaces qui sévissent chez maints éditeurs. On ne se met pas d'accord à vingt-cinq sur un manuscrit !

L'édition est en fin de compte un domaine où l'argent joue sans imposer automatiquement un esclavage.

N.A.F. : La formidable inflation de livres ne vous inquiète-t-elle pas ? Songeons qu'une maison moyenne comme Robert Laffont a sorti 204 titres pour la seule année 1975.

G.G. : C'est plutôt un signe de bonne santé. Je ne crois pas aux critères de sélection a priori. Donc, plus il y a de livres mieux ça vaut. La solution qui consiste à mâcher le travail par avance est la pire de toutes. Voyez-vous, je suis sensé être un anarchiste mais n'en suis pas moins pour la structure familiale. Celle-ci permet en effet le conflit. Lorsqu'il n'y a plus le conflit, il y a l'analyse et la manipulation. C'est ainsi que l'on met en analyse des enfants de huit, dix ans sans demande consciente de leur part. C'est très grave. En édition il en va de même. Certains voudraient raboter, sélectionner planifier. Au contraire il est souhaitable qu'il y ait 12 000 livres même si 11 980 nous paraissent illisibles.

N.A.F. : Comment voyez-vous l'avenir de l'édition en France ?

G.G. : Il vaut mieux porter un pronostic sur la création ! L'édition est certes l'affaire d'hommes et pour moi il n'y a eu que quatre grands éditeurs, tous des individus : Léon Pierre-Quint, Gaston Gallimard, Robert Denoël et Bernard Grasset. Mais l'éditeur n'est qu'une peau de tambour sur laquelle tapent les auteurs. Et je suis persuadé que le pouvoir désastreux de l'Université sur la création littéraire tel qu'il s'exerce depuis trente ans va s'effondrer. Derrière Sartre, sont arrivés après guerre tous ces agrégés théoriciens et théoriciens qui ont fait qu'il est aujourd'hui plus important pour un jeune auteur d'avoir un bon « pa-

Les deux entretiens de la N.A.F. sont apparus dans l'éditeur le plus poursuivi d'écrire et d'être publié lois de la concentration voir. Gérard Guégan au mettre à profit les conti un homme libre. En fait, expriment chacun un a France aujourd'hui : à la les (petits) épiciers du li financier pour être l'objet le capitalisme. Cette siti à des hommes libres de l'intelligence » à propos rieuses craintes au débu

plier » de l'un d'entre eux que connaître l'opinion pourtant pl intéressante d'un autre auteur, cré teur comme lui. Ceci est une vé table tragédie.

Nous, nous parions contre D leuze, Foucault, Barthes et tout c vomithéoricien et nous luttons pou le retour des créateurs. De nc jours, en France, c'est presque un tare d'être créateur. Or on a l droit d'être Dieu, car c'est cel être créateur : n'avoir de compt à rendre qu'à l'Eternité. Où sor actuellement les romans, les film les œuvres d'art où l'on parle d la naissance, de la mort et de l vie : nulle part, à quelques exce tions près.

Nous nous sommes dit que l partie n'était pas perdue car « **Champ Libre** » les garçons q nous amenaient des textes sur l terrorisme ou sur tel ou tel aspec de la sociologie contemporaine gri laient manifestement d'envi d'écrire des histoires. Et le d blocage est passé d'abord par l science fiction. Ce retour de écrivains, maintenant nous l voyons imminent. Le Sagittaire, la rentrée va publier toute une séri de nouveaux romans, d'autre textes vont arriver.

Ce pays fou, à la fois rationnel et irrationnel qu'est la France es appelé à faire naître de nouveau récits. A l'étranger, en revanche le théoricisme a atteint souvent u seuil de non retour. Gildendall l plus grande maison d'édition de noise a traduit presque tout Ro land Barthes mais un seul titr de Marcel Aymé et un seul titre de Jean Giono. Au moins en France s'il y a Foucault, il y a aussi mo ou vous qui pouvez penser qu Foucault ne nous intéresse pas e qui pouvons surtout le dire e l'écrire.

S...

se trouvent dans cette « centrale » ent contradictoires. Alain Moreau, de France, pense que la liberté rapidement s'évanouir face aux italiste et aux pressions du pou- ntraire estime que l'éditeur peut ctions du capitalisme pour rester s deux éditeurs non-conformistes ct du problème de l'édition en s guettée par les « managers » et , mais trop marginale sur le plan ne mise en tutelle rigoureuse par on ambiguë permet effectivement réserver le précaire « Avenir de uel Maurras émettait déjà de sé- e ce siècle.



alain moreau : un pronostic très sombre

am éditions
alain moreau

N.A.F. : Vous dirigez une jeune maison d'édition que vous avez créé il y a quatre ans. A quel difficultés vous êtes-vous heurté pour « percer » ?

Alain MOREAU : Ces difficultés sont de deux ordres. Il y a d'une part les difficultés spécifiques au domaine de l'édition. Mon premier problème était de trouver des auteurs, car nous étions inconnus sur la place de Paris. C'était d'autant plus difficile que nous étions partis avec certains à priori. La plupart de nos ouvrages étaient donc des commandes et il a fallu attendre qu'elles arrivent.

Mais ceci n'était pas l'obstacle le plus grave. Nous nous heurtons surtout à l'aspect économique de l'édition que nous ne maîtrisons pas. L'édition obéit de plus en plus aux contraintes du système capitaliste : elle doit donc se contenter d'être dans la dépendance des banques. De plus, un petit éditeur n'a pas les moyens d'avoir son propre système de diffusion. Il dépend donc d'un système extrêmement lourd, complexe et sophistiqué car il doit, pour être efficace, porter le livre aux extrémités du pays. Je dois dire que mon diffuseur actuel, la maison **Hachette**, a été jusqu'à présent parfaitement correct avec moi et n'a pas cherché à empiéter sur mes prérogatives éditoriales.

Cela dit, il n'empêche que j'ai une tutelle qui un jour peut devenir pesante pour des raisons d'ailleurs aussi bien politiques qu'économiques.

— économiques : mon diffuseur peut s'opposer à ce que je fasse paraître un livre qui risque d'avoir une faible audience.

— politiques : le contexte politique de pré-violence à l'approche des élections de 1978 peut amener le Pouvoir à faire pression sur les grands moyens de diffusion qu'il contrôle plus ou moins pour empêcher la sortie d'un livre risquant d'influencer fâcheusement quelques milliers ou dizaines de milliers d'électeurs.

N.A.F. : Avez-vous déjà eu des exemples de ce type de censure ?

A.M. : J'ai eu à la subir de la part des éditions **Robert Laffont** mon ancien diffuseur qui a refusé de diffuser un ouvrage sur **Alexandre Sanguinetti**.

N.A.F. : Comment se manifeste la tutelle du banquier ?

A.M. : Lorsque l'on crée, comme cela a été notre cas, une maison avec très peu de capitaux personnels, on doit recourir au financement bancaire qui est des plus onéreux. En 1975 notre bénéfice a été de 90 000 F... et les agios du frais d'escompte bancaire ont légèrement dépassé cette somme.

Ainsi la dizaine de personnes qui travaille et prend des risques (cf nos procès) chez nous, travaillent surtout pour le banquier.

N.A.F. : Le conformisme idéologique de l'intelligentsia ne constitue-t-il pas une dépendance supplémentaire pour l'éditeur ?

A.M. : Chez moi, je ne pense pas. Mais il est vrai que trop d'éditeurs vivent sur les restes de l'humanisme du XIX^e siècle et que certains livres sortent uniquement grâce à un copinage et au népotisme.

N.A.F. : Comment se sont passés vos procès ?

A.M. : Je suis sans doute un des éditeurs le plus poursuivis. A un certain moment la somme des dommages et intérêts demandés contre nous atteignait sept millions lourd. Nous avons encore une vingtaine de procédures pendantes et entre novembre et décembre nous avons eu dix demandes de saisie pour nos livres d'ailleurs toutes repoussées. Nous avons gagné à peu près la moitié des procès jugés. De plus les dommages accordés à nos adversaires ont été en général très inférieurs à ce qui était réclamé. En fait ce qu'on voulait, c'était notre peau.

N.A.F. : N'y a-t-il pas des ententes entre géants de l'édition ?

A.M. : Non. Il reste malgré tout une certaine tradition libérale chez les éditeurs même si à la génération qui suit celle du père fondateur de la maison (**Gallimard** par exemple), ce sont des managers qui prennent en main la gestion. Et puis, l'édition en général reste de l'artisanat. Le chiffre d'affaires total de l'édition française est inférieur à celui de **l'Oréal**. Ceci fait que l'édition ne représente dans le pays pas même un lobby.

N.A.F. : Quel est votre pronostic sur l'avenir de l'édition ?

A.M. : Très sombre. Dans cette société para-libérale où les banques font ce qu'elles veulent, la concentration va s'accroître jusqu'au jour où l'on arrivera au monopole exercé par une quelconque banque ou holding. Il survivra peut-être une édition marginale, mais, coupée des systèmes normaux de diffusion, elle crèvera très vite. A moins que l'on aille vers un autre type de société. Mais l'exemple des sociétés socialistes n'est guère encourageant. L'édition d'Etat donne des résultats désastreux. J'ai bien peur que l'édition ne soit un des aspects d'une liberté vouée à disparaître. Ce d'autant plus qu'il est utopique de vouloir affranchir l'édition du système actuel dans une société où la notion de profit est si profondément ancrée.

les confettis de l'empire

Un beau et grand livre, écrit pour notre honte et que l'on peut lire sans frémir de colère et de dégoût.

Et pourtant ! Combien paraît-il séduisant ce voyage « à saute mouton sur les méridiens » auquel nous convie J.-C. Guillebaud (1) à la recherche de ces confettis de l'empire, derniers vestiges de l'aventure coloniale française.

Les Isles fortunées, les mers du Sud, atolls et cocotiers, Polynésie, Antilles et Mascareignes, tous nos rêves d'adolescents ou nos désirs d'adultes ressurgissent à la simple évocation de ces mots ou de ces noms chargés d'images. Que l'on est loin cependant, en parcourant ces pages brûlantes d'indignations, de la littérature édifiante d'un Guillebaud.

Pour l'auteur, la France n'a pas terminé la décolonisation et, en quelques 300 pages, il tente d'en administrer la preuve. Dans les D.O.M.-T.O.M. fleurissent mille scandales à l'origine desquels on retrouve toujours — ce n'est pas un hasard — les représentants locaux de l'Etat U.D.R. Il en résulte un pillage des ressources et une destruction quasi irrémédiable des économies locales avec, pour corollaire, la mise en place d'une politique de transfert budgétaire dans le sens métropole-outré-mer qui transforme nos compatriotes des tropiques en autant d'assistés de luxe — comparés aux habitants des pays voisins — pour le plus grand profit de quelques maisons d'import-export. Voilà pour l'économie.

Plus grave est sur le plan humain l'accusation portée contre les effets d'une politique d'assimilation où l'on ressent « la volonté délibérée de colonisateur à nier l'identité du colonisé » et qui conduit selon l'heureuse formule de Guillebaud à cette « difficulté d'être » qu'éprouvent Antillais, Calédoniens ou Polynésiens.

Là réside le vrai, le seul problème que la France a été incapable de résoudre dans la mesure où les solutions proposées étaient conformes à la logique du système capitaliste libéral dont on connaît trop bien la seule finalité : l'accroisse-

ment du P.N.B. Il y a un an dans ces mêmes colonnes (2), déjà j'écrivais : « Lorsque tout est mesuré à l'aune du P.N.B. on est en droit d'affirmer que l'échec est inévitable ».

Mais le livre manque trop de sérénité peut-être parce que son voyage rapide n'a pas permis à l'auteur d'étayer et de nuancer ses premières impressions superficielles.

Par ailleurs, cet itinéraire de la honte n'est pas exclusif de l'Outre-mer et pourrait être fait aussi en Métropole : dans les deux cas, la centralisation, le libéralisme avancé et la démocratie formelle sévissent.

En outre, Guillebaud ne repousse-t-il pas avec trop de dédain, l'aspect « alimentaire » de la question d'Outre-mer ? on ne « crache » pas aussi allègrement dans la soupe que dans la mesure où l'on a soi-même le ventre plein.

L'auteur avoue avec honnêteté sa tiédeur et son hésitation au sujet d'une « solution » qui aboutirait au départ de la France de ces territoires. On le comprend ! Le problème n'est pas, en effet, de pourfendre le « colonialisme » dans les confettis de l'Empire, mais de lutter contre l'Etat jacobin des copains, des coquins et des complices.

La France est donc acculée à un choix urgent : ou bien abattre quelques féodalités d'intérêt et travailler à recréer une Nation-amitié seule capable de parler au cœur de tous les Français quels qu'ils soient et où qu'ils se trouvent, ou bien dire adieu dans 5 ans, dans 10 ans à ces restes de l'empire.

Michel FONTAURELLE.

- (1) Les confettis de l'Empire, par J.-C. Guillebaud - Edition Le Seuil - 39 F.
(2) N.A.F. n° 208 du 9 juillet 1975 : « des D.O.M. et des T.O.M. pourquoi et comment ?
On pourra aussi consulter N.A.F. n° 8 (23 juin 1971) « Antilles 71 » ; N.A.F. n° 78 (25 octobre 1972) « L'île de la Réunion » ; N.A.F. n° 190 (19 février 1975) « Ubu à Saint-Pierre et Miquelon » ; N.A.F. n° 109 (30 mai 1973) « Archipel à la dérive ».

l'état jacobin

« La France en miettes » (1) tel est le titre volontairement provocateur choisi par Jean-Pierre Richardot pour analyser les impasses auxquelles conduit l'abus de centralisation.

Pour l'auteur, le jacobinisme forcené de l'Etat français va aboutir à sa désintégration pure et simple. Richardot à des pages lucides sur l'omniprésence des fonctionnaires des « grands corps » (Inspection des Finances, Cour des Comptes, Conseil d'Etat) émouls de l'E.N.A. qui s'arrogent le monopole de l'incarnation de l'intérêt général. Il montre comment ces subordonnés, ces domestiques théoriques sont, en fait, les vrais et les seuls décideurs dans la nation et manipulent ou asservissent les élus locaux ou nationaux.

Mais, constate Richardot, un Etat qui concentre le pouvoir entre les mains de quelques hommes ne peut pas recueillir une adhésion profonde des citoyens téléguisés et infantilisés par l'Administration. Dès lors, il n'est pas étonnant de constater que la France contemporaine se caractérise par une crise grave à caractère plus ou moins insurrectionnel tous les six ans et demi et par un changement de régime tous les dix-huit ans en ne.

La mise en situation historique de ce « guignon français » telle que l'a fait l'auteur est, en revanche, beaucoup moins convaincante. Pour Richardot, l'Etat Jacobin actuel est une continuation de l'Ancien Régime. Il semble ignorer que la monarchie d'Ancien Régime, si elle a cherché à unifier la France, ne s'est pas acharnée avec un esprit de système à pulvériser méthodiquement les collectivités locales.

Certes, Richardot a raison de

faire ressortir qu'un certain rationalisme cartésien qui privilégiait l'esprit de géométrie au détriment de l'esprit de finesse, prédisposait l'administration monarchique à nier les particularismes locaux. Il n'en reste pas moins que les intendants de Louis XIV ou de Louis XV, faute d'un appareil administratif important, ont dû transiger avec les communautés locales. Richardot d'ailleurs le reconnaît lorsqu'il expose comment la Monarchie a scrupuleusement respecté le particularisme linguistique alsacien de 1648 à 1789.

Et l'action centralisatrice s'arrête au XVIII^e siècle. Louis XVI, conseillé par Necker et Calonne amorce même l'instauration d'un système d'Assemblées provinciales représentatives, à la veille de la Révolution.

On peut d'ailleurs se demander si le lien dynastique, familial, ontologique qui relie le monarque à la nation n'aurait pas été, pour celui-ci, un puissant motif de préserver ces communautés de la terre et du sang dont Richardot stigmatise la disparition avec des accents barrésiens. Peut-être même une nouvelle citoyenneté aurait pu surgir à l'ombre de la royauté qui aurait relevé le défi de la société industrielle et déracinante.

Mais il n'est pas sûr qu'il soit trop tard pour bien faire.

Arnaud FABRE.

- (1) La France en miettes par Jean-Pierre Richardot (avec la collaboration de Pascal Arvis) - Editions Belfond.



l'a.f. et le royalisme

Le renouveau du royalisme à la veille de la guerre de 1914 s'est fondé sur un pacte entre le prétendant et l'A.F. telle qu'elle était vers 1910.

Autour du changement de siècle, la configuration politique de la France se transforme. En particulier à l'occasion de l'Affaire Dreyfus et du ministère Waldeck-Rousseau. La République bourgeoise assure son pouvoir en consolidant la laïcité, et en aménageant le capitalisme par des lois sociales.

Le royalisme ne compte plus sur l'échiquier parlementaire. Mais profondément à l'unisson de son temps, il fait retour sur soi-même, prend conscience de son originalité et redevient une force politique. La **Jeunesse Royaliste** incarne cette renaissance qui féconde — après le procès en Haute-Cour — l'ensemble du mouvement royaliste traditionnel.

ENFIN MAURRAS NOUS VINT...

On aurait tort de croire que Maurras fut royaliste : il le devint. Et sa conversion à la monarchie capétienne connut plusieurs époques. Avant de voir dans le Roi la condition d'une authentique politique étrangère ou d'une politique religieuse, avant même de voir en lui l'indépendance et la continuité de l'Etat, Maurras a d'abord vu dans le Roi, le fédérateur des diversités françaises. Monarchie fédérative, décentralisatrice, respectueuse des libertés professionnelles et régionales, individuelles ou culturelles...

C'est ignorer Maurras que de voir en lui l'apologiste d'un Louis XIV ou le dévôt de l'Etat/dieu. Bien au contraire, Maurras n'a cessé de démontrer la monarchie par « en bas », en la liant à la jalouse défense de ses intérêts de citoyen (avec toutes les connotations de ce terme).

On ne comprendra jamais rien à Maurras si l'on ne date pas ses textes, ses prises de position, si l'on n'admet pas l'évolution possible de ses idées. Et, n'en déplaise aux imbéciles, le Maurras de 1930 n'est plus exactement le même que celui de 1900. Maurras reste un inconnu, même (et peut-être : surtout) aux yeux de ceux qui l'ont connu, et qui généralisent leur expérience particulière.

Maurras avait trente ans lorsqu'il choisit la stratégie nationaliste

pour royaliser le pays. Le malheur fut qu'il s'enferma dans les contradictions mêmes et les ambiguïtés du nationalisme, au détriment du royalisme.

Au temps de l'Affaire Dreyfus, une masse considérable de Français se trouvait disponible. A la différence des **Patriotes**, des **Anti-sémites**, ou des **Royalistes**, la **Ligue de la Patrie française** rassemblait des énergies sans doctrine fixe, ni chefs incontestés. Maurras misa sur ce volant de manœuvre à travers le petit cercle de l'**Action française** de Vaugois, groupe d'études sociologiques au service de la **Ligue de la Patrie**. On sait que l'**Action française** prit vite ses distances par rapport à la Ligue mère, et que Maurras l'avait toute convertie à la royauté en 1903.

Bénéficiant de la jeunesse, de l'intelligence et de la nouveauté, Maurras servit donc la monarchie hors du mouvement royaliste traditionnel, mais pas indépendamment de lui. Devenue ligue en 1905, l'**Action Française** s'imposa au monde royaliste dès 1907, et définitivement en 1910-1911.

L'EPREUVE

Le royalisme ne se rendit cependant pas facilement à Maurras. Les amitiés de certains membres influents, (tel Lur-Saluces), n'empêchaient pas les rivalités à propos des propagandes (telles celles de Baconnier). Et puis la progressive compénétration des royalistes et de l'A.F. — surtout après la formation de la Ligue et la fondation du quotidien — ne faisait pas taire les craintes de nombreux conseillers du Prince. Beaucoup désiraient que l'**Action française** demeurât une avant-garde du royalisme, sans plus.

Les incidents de 1910 furent l'épreuve décisive. On s'alarmait de la violence et des voies de fait des Camelots du Roi, on contestait l'emploi constant de la force brutale dans la rue, on critiquait l'intolérance de l'A.F. De nombreux délégués du Prince étaient encore attachés à la restauration « parlementaire » et beaucoup étaient profondément conservateurs plus encore que royalistes.

Le duc d'Orléans dut choisir entre son bureau politique et l'A.F. On sait qu'il préféra l'**Action française**, estimant que le positif l'emportait sur le négatif. D'abord Maurras avait ordonné et thématiqué les idées royalistes émises et défendues jusqu'alors en ordre dispersés ; il y ajoutait une parfaite connaissance des goûts et des courants de pensée de l'époque. Ensuite l'A.F., après la **Jeunesse Royaliste**, brisait le vieux moule sociologique du royalisme : aux grands propriétaires ruraux et aux grands bourgeois, elle mêlait presque toutes les classes de la société, même si elle ne pouvait assurer une base populaire solide au royalisme. Elle renouvelait la question sociale en se rapprochant du syndicalisme de bien des sociaux-chrétiens.

Enfin, Maurras réaffirmait sans cesse qu'il ne donnait pas une doctrine au Prince, puisqu'il s'était converti pour une bonne part « à cause » de lui, et qu'il avait seulement redit en un langage moderne la doctrine royale traditionnelle.

C'est sur ces données que le pacte fut conclu en 1910. On comprend aisément qu'un tel pacte n'engageait que ce prétendant et ce mouvement tels qu'ils étaient à cette époque. Il était susceptible d'être révisé au gré des évolutions du mouvement comme du changement de prétendant. On saisit ici la première des explications de la future crise de 1937, avant même toute question idéologique.

L'ANNEXION

En se séparant de certains fidèles serviteurs, le duc d'Orléans réitérait sa politique qui l'avait mené

jadis à soutenir la **Jeunesse Royaliste**. Mais le titre même de cette dernière la préservait d'accaparer pour elle-même les bonnes volontés : tout était lié au Prince en dernier ressort ; toute déviation aurait vite été repérée et dénoncée. Son action reposait sur l'**évidence commune** du royalisme, à savoir que ni la monarchie, ni le royalisme n'étaient un parti.

Le génie de Maurras achevait de dégager le royalisme de ses supports contingents : la droite, l'Eglise, le Droit divin, la Tradition des traditionalistes, etc...

Seulement d'autres dangers pointaient : la perte de l'**évidence commune** à cause du jeu des partis, à cause aussi de la « théorie » maurrassienne (au sens premier d'idée englobante et volontiers exclusive) ; l'effacement possible du royalisme devant le nationalisme ou ses dérivés (tel l'antisémitisme)... car, si tout maurrassien est nationaliste, tout nationaliste n'est pas maurrassien.

L'**Action française** allait peu à peu annexer le royalisme et lier le Prince ; mais Maurras serait bientôt lui-même annexé par chacun des différents courants qu'il fédérait : les tenants de l'idéologie légitimiste, les défenseurs de l'Armée, de l'Eglise ou de l'Etat feront et font encore de Maurras, tour à tour, un **ultra**, un fasciste, un intégriste ou un jacobin.

Concernant les royalistes et les maurrassiens, nous savons trop que la soutane n'a jamais fait le curé. Il faut se garder des contrefaçons !

Ph. VIMEUX.

PHILIPPE
VIMEUX

LE COMTE
DE PARIS
OU LA PASSION
DU PRESENT

ENFIN
un livre sur
SA PENSEE
SON ACTION

29F franco

BON DE COMMANDE A RETOURNER AU JOURNAL :

La Nouvelle Action Française - 17, rue des Petits Champs - 75001 Paris
NOM : _____ Prénom : _____
Adresse : _____

désire recevoir le livre « Le Comte de Paris ou la passion du présent » et verse pour cela la somme de 29 F (règlement chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de l'Institut de Politique Nationale).

la suisse : un pays comme les autres ?

Permettez à un fidèle lecteur de votre journal de répondre brièvement à l'article paru dans le numéro 225, en page 8, et intitulé : « La Suisse de tartuffe ? ». Je reproche avant tout à l'auteur de cet article la réflexion suivante : « Le livre de Jean Ziegler est lucide. Il est aussi amer, car l'auteur aime sa patrie et souffre de la voir dominée par une techno-structure bancaire et commerciale **féroce** ». M. Jean-Pierre Lebel en tire la conclusion que « le modèle suisse » ne saurait constituer une alternative au système français actuel.

De quel modèle parlez-vous ? Il n'y a pas de modèle économique suisse, ni français du reste. Notre particularité est institutionnelle et de nature politique, sans pour cela qu'il soit nécessaire d'ériger cette réalité, explicable par notre histoire, en exemple pour d'autres peuples. Nous ne méritons pas cet excès d'honneur. Mais il est vrai qu'au niveau de la vie économique, nous subissons, comme vous, la pression anonyme et amoralisée (plus qu'immorale) des puissants empires financiers et que, **de la même manière que chez vous**, le politique cède la place qui lui revient à la simple gestion des affaires publiques, favorisant par cette démission la ruine à long terme de notre identité nationale. Néanmoins, ce constat mine autant la démocratie de masse à laquelle se réfère M. Ziegler, que le système bancaire et le capitalisme international.

Son livre malheureusement, ne répond absolument pas aux exigences d'une saine critique de la société suisse. Les carences y sont nombreuses, qui concernent tout simplement la connaissance du

système monétaire et des affaires bancaires, les propositions utopiques s'y développent donc avec irresponsabilité (contrôle des devises pour tous les pays du monde, suppression du secret bancaire commun à toutes les banques du monde également). L'afflux de capitaux d'origine douteuse doit-il nuire à celui des capitaux « propres » ? par simple souci de pureté morale... Mais il y a plus grave : les exemples donnés et abondamment commentés de cet ouvrage sont pour la plupart inexacts ou interprétés d'une manière tendancieuse ; M. Ziegler ignore délibérément que ce même secret bancaire et ces mêmes afflux de capitaux profitent aussi et dans une proportion tout aussi importante, à des exilés de régimes politiques de gauche. Afin de vous rendre attentifs au peu de sérieux des informations que nous donne ce professeur, titulaire d'une chaire de sociologie à l'université de Genève, je vous citerai simplement le cas de « la direction de l'Alusuisse » d'Afrique du Sud, responsable, selon lui, d'avoir fait appel à des forces armées de ce pays, en 1973, pour mater une grève. Or, il s'avère qu'il n'y a pas de succursale de l'Alusuisse en Afrique du Sud..., où cette société ne participe que pour un tiers à une usine d'aluminium locale dont la direction lui est totalement étrangère puisqu'elle n'y participe pas ! Des réfutations de cette nature pourraient se multiplier indéfiniment. Je mentionne également, pour son impact sur le public étranger, l'exemple du Chili d'Allende : en réalité, la Suisse n'a pu participer à l'étranglement du régime chilien d'alors pour la simple raison que le mon-

tant des emprunts chiliens auprès des banques suisses (10 millions de francs pour la seule U.B.S. - Union des Banques Suisses) ne souffrait aucune comparaison avec la dette de ce pays. Là encore, M. Ziegler donne à notre pays une importance qu'il n'a pas.

Finalement, la polémique soulevée par ce livre, aussi bien en France qu'en Suisse, me semble être un gaspillage d'énergie sur un sujet qui est pourtant d'importance. M. Ziegler, qui est sociologue, a voulu faire un ouvrage d'économie politique : ses références au socialisme autogestionnaire font de lui un critique acerbe du capitalisme international, mais un critique stérile qui ne dispose pour mobile civique que de son amertume. La redécouverte du niveau proprement politique de l'action civique, qui s'amorce en France dans la recherche philosophique

contemporaine, prélude à celle d'un cercle plus vaste de citoyens, et à laquelle vous donnez une fort opportune publicité. (Je songe notamment à Claude Bruaire), lui échappe totalement. Comme Michel Rocard, Jean Ziegler confond politique et économicisme.

En conclusion, je voudrais rappeler combien est importante, voire décisive pour mon pays, une politique monétaire et une diplomatie françaises réellement indépendantes du grand empire américain. Nos deux neutralités pourraient alors s'épauler mutuellement en Europe. Mais pour découvrir la conjonction de nos intérêts à long terme, il faudrait aussi que de notre côté nous ne confondions pas « politique de neutralité » avec l'absence totale de toute diplomatie !

Michel de PREUX.

images

le pont de singe

Après « Le chagrin et la pitié » et « Français si vous saviez », Harris et Sedouy viennent de produire leur troisième film d'enquête à froid sur un sujet brûlant. « **Le pont de singe** » est un reportage sur l'armée et ses problèmes. Tour à tour sont interrogés des soldats contestataires, des Charette-militaires-de-pères-en-fils, un général de la Bollardière reconverti en pacifiste bëlant, un état-major de régiment en train de procéder à un inventaire à la Jacques Prévert du dernier contingent incorporé (taille et poids moyen du bidasse compris).

On ressort du film avec une impression de gêne : Harris et Sedouy savent-ils que la France a une force de dissuasion nucléaire ? Il n'y a pas un plan sur l'île Longue ou le plateau d'Albion, pas le moindre reportage sur le P.C. de Taverny.

Il y a simplement deux allusions dédaigneuses dans la bouche d'un officier d'active qui affirme tout à trac qu'elle ne saurait remplacer les gros bataillons et dans celle du général de la Bollardière qui la rejette au nom du pacifisme. L'innommable compagnon de J.J.S.S., lors de la croisière tahitienne et anti-nucléaire de 1973, n'insiste

guère sur ce point. Il est gêné en effet : car la dissuasion nucléaire, ce meilleur préventif des guerres, n'est-elle pas l'arme pacifiste par excellence.

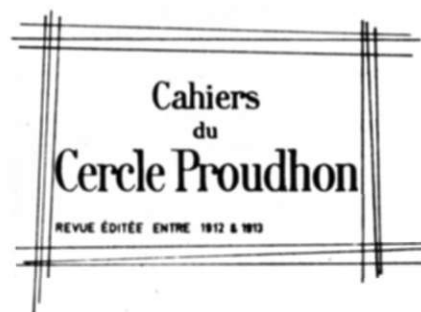
On comprend d'ailleurs aussi la gêne des officiers classiques interrogés : l'esprit de corps et le poujadisme militaire aidant, ils tiennent à préserver leur « job ». Soyons justes : il n'y a pas chez les plus purs d'entre eux que ce mobile alimentaire. Certains pensent que l'armée doit inculquer un moral à la nation. Mais qu'est-ce à dire ? Qu'elle doit être une gigantesque école d'éducation civique ? Mais n'est-ce pas risquer la politisation de l'institution militaire que tous les interrogés — échaudés par l'Algérie — refusent avec un bel ensemble ? Ou'un esprit civique intégrant le meilleur des valeurs en lesquelles crurent les officiers de la Marne, de Verdun ou de l'armée de Lattre soit à recréer est évident. Mais il est douteux que le service militaire, dans la mesure où il apparaît comme inutile à la défense puisse y contribuer. Et cela pose le problème de la reconversion de tout un corps de la nation.

Jean-Pierre LEBEL.

une réédition attendue

« Ces Cahiers que tout militant voudra avoir désormais dans sa bibliothèque » (Gérard Leclerc).

Commande au Centre d'Etudes de l'Agora, 29, av. Trudaine, 75009 Paris. Prix 60 F (franco 65 F). Versements à l'ordre de F. Fleutot : C.C.P. Paris 22.161.92 K.



la n.a.f. en mouvement

rappel des activités de vacances

Camp de propagande de Ceyras (Hérault) du 24 juillet au 8 août. Camp ouvert à tous d'où nous rayonnerons dans toute la région, par des activités de propagande diverses. Documentation plus complète sur demande.

Dimanches bretons de propagande à Saint-Malo. Les 11 et 18 juillet et les 15, 22 et 29 août. Prendre contact avec Jean-Paul Bourdeau, 13, rue de Châteaudun - 35000 Rennes (tél. (99) 36.59.40).

Session de N.A.F.-U. en Bretagne du 1^{er} au 11 septembre, destinée principalement aux étudiants et lycéens. Renseignements pratiques, programme et bulletin d'inscription sur demande.

à nos abonnés

Nous remercions nos lecteurs qui, répondant à notre demande, ont renouvelé spontanément leur abonnement, sans attendre la lettre de rappel, nous épargnant, par là même, des travaux de secrétariat et des frais postaux importants. Nous insistons auprès des autres pour qu'ils répondent dès la première lettre de relance. Nous demandons à tous nos lecteurs d'arrondir généreusement leur chèque pour nous aider à faire face aux multiples difficultés auxquelles nous sommes confrontés et dans la mesure du possible de souscrire des abonnements de propagande qui nous permettront d'accroître, d'une façon sensible, l'audience du journal.

feux de la saint-jean

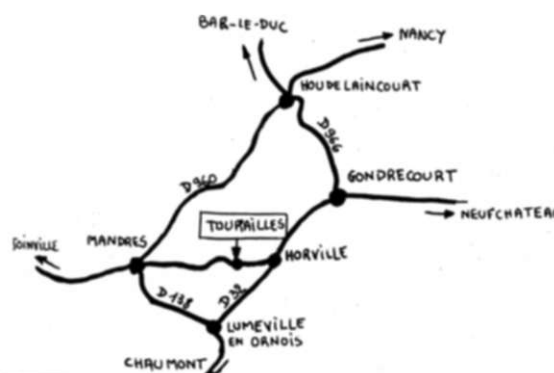
Depuis plusieurs années, la N.A.F. a repris la tradition des feux de la Saint Jean qui s'enracine profond dans le passé de nos peuples. Il s'agit d'un moment privilégié où la communauté militante, loin des soucis quotidiens, prend conscience de son identité et s'en fait une joie.

Cette année, ce sont nos militants de l'Est qui nous invitent non loin de Vaucouleurs, en un site qui fait vibrer nos cœurs royalistes. Les festivités se développeront sur deux jours. Le samedi toute la nuit sera consacrée à la musique, aux chants, à la danse. Le dimanche, nous mangerons un méchoui et nous discuterons dans le cadre de forums de nos soucis militants.

Pierre Boutang et Gérard Guégan ont promis d'être des nôtres. Ne manquez pas cette occasion qui marquera la fin de notre année militante.

renseignements pratiques

- Rendez-vous dans l'après-midi du samedi 26 juin à TOURAILLES-SOUS-BOIS par Gondrecourt (Meuse). Carte Michelin n° 62, pli n° 2 - Tourailles n'est qu'à 270 km de Paris, nos amis parisiens sont donc invités à participer à nos festivités.
- Samedi, de 19 h. à l'aube : fête nocturne, feux, chants, danses.
- Dimanche 27 juin : Forums de discussion, stands de presse, librairie. A 12 h. 30 : méchoui. A 16 h. : allocutions.
- On pourra trouver, sur place, nourriture et boisson, le samedi soir et le dimanche midi (participation aux frais).
- Couchage : apporter duvet ou couverture et lit de camp. Possibilité de chambres à l'hôtel pour les personnes ayant prévenu à l'avance.



adhérents

Tous les adhérents de la N.A.F. ont dû maintenant recevoir les cartes de 1976. Si vous n'avez pas reçu la vôtre, c'est que vous n'êtes sans doute pas en règle... En tout cas, signalez-le-nous pour que nous puissions régulariser cela. Rappel : les cotisations sont mensuelles, leur taux est fixé à 2 % des revenus avec un minimum de 5 francs, elles doivent être versées soit auprès des trésoriers de section, soit directement au C.C.P. A.F.U. 1918-59 Paris.

cahiers de l'I.P.N.

Cahier n° 1 : (épuisé).

Cahier n° 2 :

- La crise de l'Etat.
- Comprendre la société industrielle.
- Les sociétés transnationales.
- Georges Bernanos.
- Une anthropologie maurrasienne.

Cahier n° 3 :

- La nation.
- Charles Péguy.
- Retour à l'idée de légitimité.
- Le Comte de Paris.

Hors série n° 1 : Stratégie et politique.

Les Cahiers n° 2 et 3 : 6 F (franco 8 F).

Le Cahier Hors série : 10 F franco. Commandes au journal - CCP - N.A.F. 193-14 Z Paris.

bulletin d'abonnement

Les abonnés de la N.A.F. reçoivent en supplément, « La lettre de la N.A.F. », publication bi-mensuelle qui leur est spécialement destinée et qui paraît en alternance avec le journal.

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 193-14 Paris

naf 17 rue des petits champs 75001 PARIS



par
bertrand
renouvin

pour un front des patriotes

Qui donc, il y a un mois à peine (1), se plaignait des experts en procès d'intentions et dénonçait la « médiocrité de pensée » des spécialistes du « soupçon » ? Le Président de la République, en personne, qui vient de démontrer, devant l'Institut des hautes études de défense nationale, que les craintes étaient justifiées et les critiques légitimes.

L'AVEU

Oui, M. Giscard d'Estaing a avoué. Il a publiquement rompu avec une doctrine politique et militaire héritée du gaullisme. Il engage la défense nationale dans une direction nouvelle, à la fois absurde et criminelle. Et il rejoint officiellement le camp des pays soumis au protectorat américain.

Peu important, désormais, les mises au point, les dénégations, et les commentaires étonnés. Ni M. Giscard d'Estaing,

ni son ministre Yvon Bourges ne nous feront croire qu'il n'y a « aucun changement dans la politique de défense ». Affirmer cela, après avoir démontré le contraire depuis deux ans et synthétisé le tout devant des spécialistes, relève de l'hypocrisie, de la provocation, du mépris des gens — ou des trois à la fois.

Car le changement est bien là, né de la réaction intéressée d'une caste militaire bornée, issu d'un néant de pensée, et bêtement destructeur d'un système de défense nucléaire qui commençait à bénéficier d'un véritable consensus national. Pourquoi ?

Tout simplement parce que le Président de la République ne croit pas, et n'a sans doute jamais cru, à notre force nucléaire de dissuasion. Il l'a avoué l'autre jour au détour de phrases alambiquées : un chef d'Etat français qui menacerait de représailles nucléaires un agresseur ne serait pas pris au sérieux, ni à l'extérieur, ni à l'intérieur. Ce qui signifie que la force de dissuasion paraît, à la fois, inutile et dangereuse à cet homme doutant de tout et d'abord de lui-même. Donc elle n'existera plus, elle perdra toute efficacité dissuasive tant que cet homme fragile restera au pouvoir.

MOURIR POUR WASHINGTON

Telle est la vérité, inouïe, scandaleuse, à hurler de rage. Le reste n'est que minaudage distingué, autojustification de la démission présidentielle, soumission basse aux thèses éculées de la bureaucratie militaire. Survolons rapidement, pour ne pas céder à l'écœurement :

— En affirmant qu'une « organisation de défense doit être conçue pour livrer bataille », le Président de la République montre, une fois de plus, qu'il n'a rien compris à la stratégie de l'âge nucléaire, qui doit justement interdire l'échange des coups.

— En évoquant, à la suite de son conseiller, le général Méry (2), la « bataille de l'avant », M. Giscard d'Estaing reconnaît explicitement que notre défense devient partie intégrante du système atlantique : en cas de malheur, les soldats français se battront en Allemagne sous la bannière étoilée, — redevenant ainsi, comme le disait Jean Charbonnel, la « piétaille de l'O.T.A.N. ». On ne s'étonnera pas que l'anti-militarisme s'en trouve exacerbé, aucun garçon de vingt ans n'ayant envie de mourir pour Washington et Berlin.

— C'est dire que la classique défense et illustration du service national qui était déjà marquée du signe de l'inutile — M. Messmer vient de le reconnaître — prend aujourd'hui des allures d'odieuse plaisanterie.

QUELLE RESISTANCE ?

S'il ne s'agissait que de discours ! Malheureusement, comme l'écrivait Michel Jobert l'autre jour, la politique d'abandon est déjà entrée dans les faits : la construction d'un sixième sous-marin nucléaire a été retirée du programme militaire et celle du cinquième sera « étalée ». Deux signes angoissants qui illustrent le démantèlement de notre politique de défense.

Il faut donc agir vite. Les violentes critiques suscitées par les déclarations du Président de la République montrent que la résistance est possible. Mais faut-il l'attendre des partis ?

— L'U.D.R. est évidemment la plus sensible au caractère intolérable de la doctrine présidentielle. Oubliant qu'il est issu d'une révolte, ayant choisi d'être du pouvoir, faute de l'incarner encore, menacée dans son existence même par les tentations centristes du Président, le premier parti de la majorité cherche à sauver un héritage par des compromis qui sont autant de concessions à la caste giscardienne : il a tellement pris l'habitude de la résignation, qu'on n'ose espérer sa révolte.

— Le Parti socialiste, par la voix de Charles Hernu, dénonce, à juste titre, le retour camouflé à l'O.T.A.N. Mais ses querelles intestines, son ambiguïté sur la question nucléaire et l'existence, en son sein, d'un courant atlantiste ne le qualifient guère pour mener une opposition résolue et constructive sur ce terrain.

— Quant au Parti communiste, il se trouve en porte à faux : n'ayant pas su prendre, à temps, une attitude favorable à la force de dissuasion, il se condamne à l'incohérence — puisqu'il n'est pas d'indépendance nationale sans défense nucléaire — et au jeu médiocre de la récupération de gaullistes par nature indifférents ou hostiles à M. Marchais.

Comme autrefois, la résistance à l'atlantisme passera donc par-delà les frontières artificielles de la droite et de la gauche : puisqu'il s'agit, pour reprendre l'expression d'Alexandre Sanguinetti, d'un « choix de nation », l'idée s'impose d'un rassemblement de tous les patriotes pour neutraliser ou écarter celui qui a choisi les Etats-Unis.

Car c'est, une fois encore, la question du pouvoir qui se trouve posée. La défense suppose un pouvoir indépendant des groupes de pression — surtout militaires. Elle n'est possible que par un accord profond entre le pouvoir et le peuple. Pour les royalistes, il n'est donc de patriotisme que révolutionnaire.

Bertrand RENOUVIN.

(1) Voir NAF n° 226.

(2) Dont nous avons critiqué les thèses dès leur naissance (voir lettre de la NAF n° 210).